

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice

Ministère de l'Economie, des
Finances et de la prospective

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 01/2022

Tableau de bord de l'Economie

au 1 er trimestre 2022

Juin 2022

SOMMAIRE

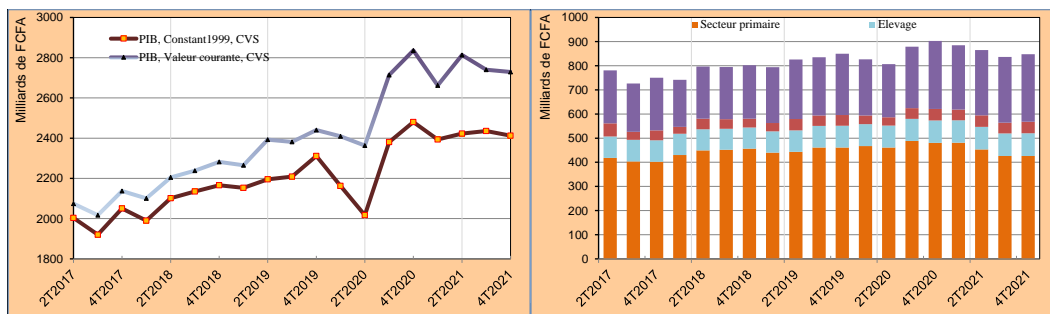
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	25
Crédit des contributions	26

Secteur réel

La hausse du niveau général des prix à la consommation s'est poursuivie au premier trimestre 2022 tant en glissement trimestriel qu'annuel. Ainsi, La hausse trimestrielle est de 2,8% et celle annuelle est de 10,3% contre respectivement 2,3% et 5,9% au trimestre précédent. Au quatrième trimestre 2021, l'économie se contracte. Le PIB réel baisse de -1,3% par rapport au trimestre précédent. Il chute par rapport à son niveau de l'année précédente de -2,7%. Cette évolution de l'activité économique résulte d'une baisse dans les secteurs tertiaire (-2,6%) et du secondaire (-0,2%) et une stagnation du secteur primaire (0,0%). La production industrielle enregistre une hausse par rapport au troisième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHI), s'est établi à 147,5 est en hausse de 4,2% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2020, l'indice enregistre une baisse de 2,9%.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2020	2021	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
En volume aux prix de l'année précédente chaînés, CVS							
Secteur primaire	480,5	481,1	453,4	425,8	425,9	0,0%	-11,4%
Agriculture	340,2	340,2	312,3	284,7	284,6	0,0%	-16,3%
Agriculture hors égrenage de coton	328,5	326,9	299,9	270,7	270,5	-0,1%	-17,7%
Egrenage de coton	12,7	13,9	12,9	13,9	13,9	0,6%	9,9%
Élevage	92,4	93,1	93,6	93,9	94,1	0,2%	1,8%
Sylviculture et chasse	38,5	38,5	38,5	38,5	38,5	0,0%	0,0%
Pêche et aquaculture	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	0,0%	0,0%
Secteur secondaire	696,4	644,0	640,3	654,6	653,4	-0,2%	-6,2%
Activités extractives	339,9	310,7	292,8	303,3	302,7	-0,2%	-11,0%
Activités manufacturières	253,2	234,9	257,6	248,0	255,4	3,0%	0,9%
Agroalimentaire	164,8	148,6	168,2	162,8	166,3	2,1%	0,9%
Fabrication de textiles et articles d'habillements	26,7	27,1	27,1	26,7	26,7	0,0%	-0,1%
Fabrication de produits minéraux	12,5	13,9	14,2	13,9	12,9	-7,3%	2,6%
Autres industries manufacturières	48,0	44,4	47,3	44,2	48,3	9,1%	0,4%
Électricité - Eau - Assainissement	18,3	18,9	19,5	19,5	19,5	0,0%	6,1%
Construction	71,0	62,5	64,1	72,8	66,5	-8,6%	-6,3%
Secteur tertiaire	1 005,2	990,0	1 045,5	1 063,7	1 036,1	-2,6%	3,1%
Commerce et réparation	200,8	192,5	202,7	195,7	211,3	8,0%	5,2%
Transport et entreposage	26,6	22,7	27,9	27,4	32,6	19,0%	22,5%
Hébergement et restauration	41,0	44,0	45,2	46,2	42,1	-9,0%	2,5%
Information et communication	68,4	72,7	70,7	72,3	73,7	1,8%	7,7%
Services Financiers et assurances	38,8	37,1	36,9	37,8	40,0	5,8%	3,2%
Activités immobilières	119,9	119,9	119,9	119,9	119,9	0,0%	0,0%
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services d'	26,1	26,9	25,0	27,2	20,3	-25,5%	-22,3%
Services d'administration publique et autres services collectifs	480,2	473,7	513,7	532,1	493,4	-7,3%	2,7%
Impôts et taxes nets sur les produits	281,7	266,0	270,5	272,2	279,2	2,6%	-0,9%
PIB, Volume au prix de l'année précédente	2 480,2	2 393,7	2 423,0	2 435,7	2 412,3	-1,0%	-2,7%
PIB, Valeur courante, CVS	2 835,9	2 662,3	2 813,5	2 740,0	2 729,3	-0,4%	-3,8%



Au quatrième trimestre 2021, le PIB réel baisse de 1,0% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution de l'activité économique au cours du quatrième trimestre 2021 résulte d'une contraction des activités dans les secteurs tertiaire (-2,7%) et secondaire (-0,2%) et une stagnation dans le secteur primaire (0,0%).

La baisse dans le secteur secondaire est liée à une contraction des activités dans les BTP (-8,6%), de la fabrication des produits minéraux (-7,3%) et des activités extractives (-0,2%) malgré une hausse des activités manufacturières (+3,0%).

Le secteur tertiaire est caractérisé par une baisse significative de la croissance de 2,6% en relation avec une forte contraction des activités professionnelles, scientifiques, techniques, services de soutien et de bureau (-25%), des Services d'administration publique et autres services collectifs ou personnels (-7,3%) et des services d'hébergement et de restauration.

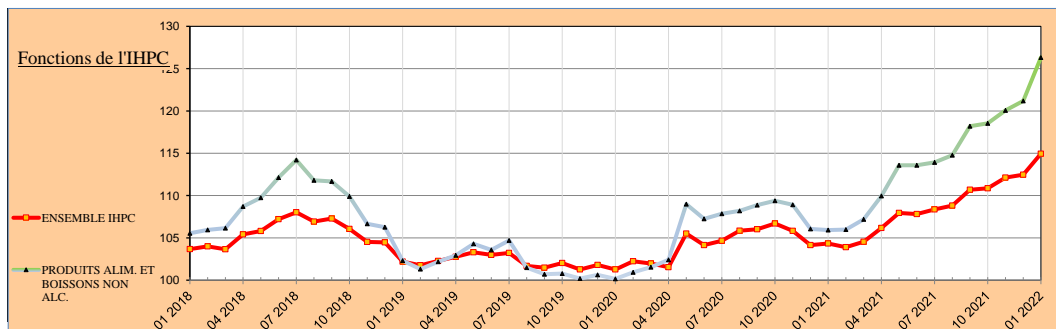
Le rythme de l'activité dans le secteur primaire est resté stable comparé au trimestre précédent.

En variation annuelle, le PIB baisse faiblement de 2,7% au quatrième trimestre. Cette performance est liée au rythme de l'activité dans le secteur tertiaire (+3,1%), du secteur secondaire (-2,6%) et une forte baisse du secteur primaire (-11,4%).

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2021	2022	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	104,3	107,3	109,3	111,8	114,9	2,8%	10,3%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	106,4	112,4	115,6	119,9	126,3	5,3%	18,8%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	128,5	132,2	142,1	142,8	137,3	-3,9%	6,8%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	101,3	101,3	101,3	101,6	101,6	0,0%	0,3%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	98,9	99,8	98,3	100,5	97,9	-2,5%	-1,0%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,3	101,3	101,3	101,0	101,4	0,4%	0,1%
SANTE	100,5	100,5	100,6	100,6	100,6	0,0%	0,1%
TRANSPORTS	98,2	98,5	98,5	99,2	99,2	0,0%	1,0%
COMMUNICATION	98,8	98,8	98,8	98,7	98,7	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	101,2	101,2	101,2	101,1	101,1	0,0%	0,0%
ENSEIGNEMENT	107,8	107,8	108,7	112,1	112,1	0,0%	4,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	105,5	105,6	106,0	107,1	107,3	0,2%	1,7%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,9	100,9	100,9	101,3	101,4	0,0%	0,5%



La hausse du niveau général des prix à la consommation s'est poursuivie au premier trimestre 2022 tant en glissement trimestriel qu'annuel. Ainsi, La hausse trimestrielle est de 2,8% et celle annuelle est de 10,3% contre respectivement 2,3% et 5,9% au trimestre précédent.

La hausse relevée en glissement trimestriel est essentiellement liée à une flambée des prix des produits de la fonction de consommation "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,3). Elle est atténuée par la baisse des prix au niveau des fonctions "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (-3,9%) et "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (-2,5%). Les autres fonctions de consommation ont connu une faible variation trimestrielle de leurs prix (entre 0,0% et 0,4%).

L'inflation de 10,3% relevée en variation annuelle reste imputable au renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+18,8%) et des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+6,8%), mais aussi des services d'"enseignement" (+4,0%).

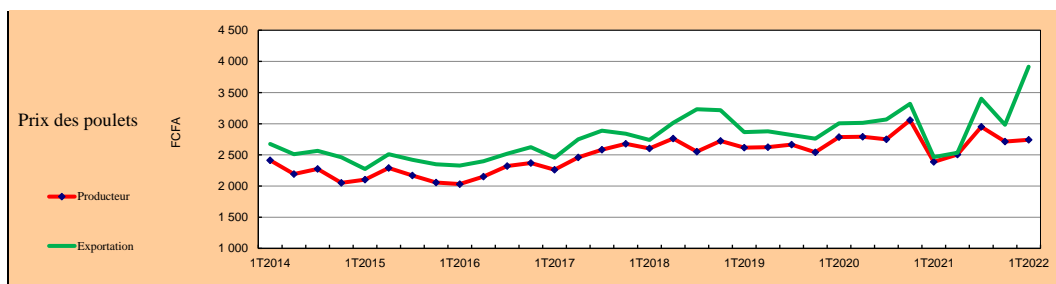
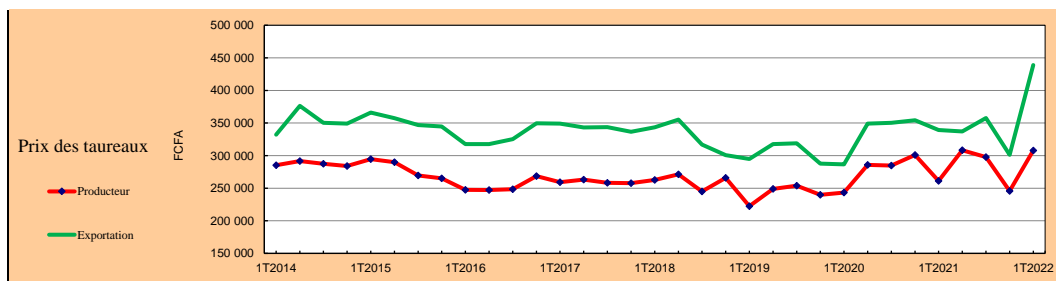
Pour les "produits alimentaires et boissons non alcoolisées", la hausse annuelle comme trimestrielle des prix reste expliquée par l'envolée des prix des céréales, de certains légumes comme la tomate, le gombo et la carotte.

A fin mars 2022, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 5,8% contre 2,5% à fin mars 2021. L'envolée des prix des "produits alimentaires, des boissons alcoolisées et non alcoolisées", et le renchérissement des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" demeurent les principaux éléments explicatifs de cette inflation au-dessus de 3%.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2021	2021	2021	2021	2022	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	261 283	308 244	297 687	245 687	307 780	25,3%	17,8%	
Prix à l'exportation du taureau	339 347	337 066	357 797	301 231	438 941	45,7%	29,3%	
Prix au producteur du bélier	46 062	55 766	60 745	44 735	61 176	36,8%	32,8%	
Prix à l'exportation du bélier	50 902	53 348	70 002	53 579	71 662	33,8%	40,8%	
Prix au producteur du bouc	26 208	27 687	29 515	29 986	34 190	14,0%	30,5%	
Prix à l'exportation du bouc	22 383	23 587	31 909	29 082	28 903	-0,6%	29,1%	
Prix au producteur du poulet	2 388	2 505	2 951	2 713	2 741	1,0%	14,8%	
Prix à l'exportation du poulet	2 465	2 534	3 403	2 983	3 915	31,2%	58,8%	
Prix au producteur de la pintade	2 738	2 813	2 933	2 979	3 075	3,2%	12,3%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 938	3 034	3 148	3 128	3 456	10,5%	17,6%	



Le marché du bétail au premier trimestre 2022 s'est caractérisé par une baisse du niveau d'approvisionnement en relation avec la situation sécuritaire qui a vu un déplacement massif de la population surtout dans les zones d'élevage. Avec cette baisse de l'approvisionnement on a observé une forte hausse des prix du bétail et de la volaille. Le prix du bélier est celui qui a subi les plus forte hausse aussi bien sur les marchés au producteur que d'exportation.

En glissement trimestriel, le prix du taureau a enregistré une hausse de 25,3% sur les marchés locaux et 45,7% sur les marchés d'exportation. Le prix du bélier a affiché une hausse de 36,8% et de 33,8% respectivement sur les marchés de production et d'exportations. Le prix du bouc a également augmenté de 14,0% sur le marché au producteur mais baisse de 0,6% sur le marché d'exportation. Comme le bétail, le prix de la volaille a également connu une hausse sur les marchés. Le prix du poulet a varié de 1,0% sur les marchés de production et 31,3% sur les marchés d'exportation. Le prix de la pintade a varié à la hausse soit 3,2% et 10,5% respectivement sur les marchés de productions et d'exportations.

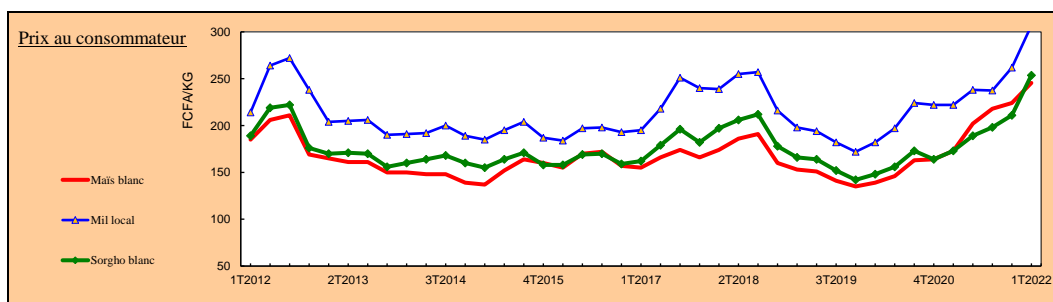
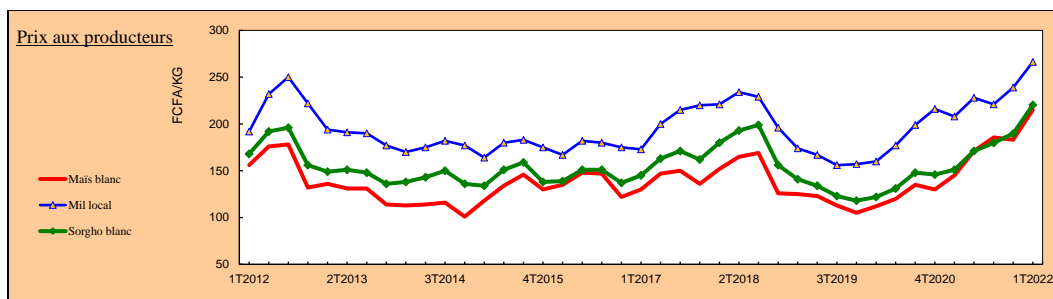
En glissement annuel, la hausse des prix est atténuée comparée à celle du glissement trimestriel. Sur les marché au producteur, le prix du taureau a enregistré une hausse de 17,8%, celui du bélier de 32,8% et le prix du bouc de 30,5%. Les tensions des prix sont encore plus importants sur les marchés d'exportation. Le prix du taureau a affiché une hausse de 29,3%, moins élevé que celui du bélier ressorti à 40,8%. La hausse du prix du bouc est ressorti à 29,1%. La hausse du prix à l'exportation du poulet à été le plus élevé (58,8%).

La baisse du niveau d'approvisionnement du bétail et de la volaille, a été accompagnée par un contexte général d'inflation galopante sur le plan international et national. Aussi, ce contexte ajouté à la hausse du niveau de la demande dû aux fêtes de fin d'année expliquerait principalement l'évolution des prix de l'élevage.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2021	2022	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	145,0	171,0	185,6	183,3	215,2	17,4%	48,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	173,0	202,0	217,9	224,0	245,5	9,6%	41,9%
Prix au producteur du mil local	208,0	228,0	221,0	238,9	266,3	11,4%	28,0%
Prix au consommateur du mil local	222,0	238,0	237,4	261,8	306,8	17,2%	38,2%
Prix au producteur du sorgho blanc	151,0	171,0	179,7	189,6	220,3	16,2%	45,9%
Prix au consommateur du sorgho blanc	173,0	189,0	198,1	210,9	253,7	20,3%	46,6%



Les prix des produits céréaliers ont poursuivi leur croissance entamée depuis le premier trimestre 2020. Au premier trimestre de 2022, on constate des hausses des prix moyens des principales denrées locales de base si bien en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. **L'évolution des prix en cette période est plus importante que ce qui est habituellement observé.**

En glissement trimestriel, sur les marchés de collecte le maïs blanc est la céréale dont le prix a enregistré la plus grande variation (+17,4%) tandis que le prix du mil local enregistre la plus petite hausse (11,4%). Sur les marchés de détails, c'est le prix du sorgho blanc qui enregistre la plus grande variation (+20,3%) alors que le prix du maïs blanc enregistre une variation minimale (+9,6%). En effet, le prix du maïs blanc à la collecte est passé de 183,3 F/Kg au quatrième trimestre 2021 à 215,2 F/Kg au premier trimestre 2022. Celui du mil local est passé de 238,9 F/Kg au quatrième trimestre 2021 à 266,3 F/Kg. Le prix du sorgho blanc a varié de 189,6 F/Kg à 220,3 F/Kg. Par ailleurs sur les marchés de détails les niveaux de prix ont varié de manières différentes pour chacune des trois céréales et imputable à la hausse des prix sur les marchés de collecte:

En glissement annuel, les hausses sont plus amplifiées. Sur les marchés de collecte, la hausse la plus élevée est enregistrée par le maïs blanc (48,4%) et la moins élevée par le mil local (28,0%). Sur les marchés de détails, la hausse la plus élevée concerne le sorgho blanc (46,6%) et la moins élevée le mil local (38,2%). Ces hausses s'expliqueraient principalement par:

- (i) la baisse de la production agricole de la campagne 2021/2022;
- (ii) le faible niveau d'approvisionnement des marchés;
- (iii) l'accès difficile de certaines zones de collecte;
- (iv) la spéculation ;
- (v) la forte demande céréalière.

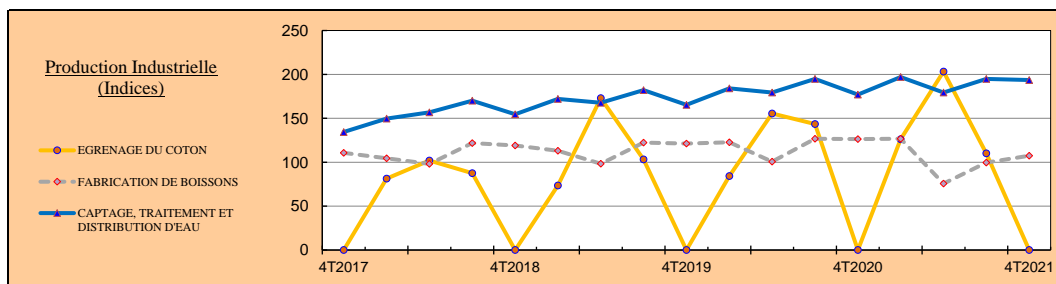
De façon particulière, la hausse du prix du maïs à la collecte est due à une forte demande. En effet, cette céréale est très prisée par les institutions pour la reconstitution des stocks, pour la fabrication d'aliments pour volaille et les brasseries justifie la flambée de son prix. Quant au mil local, hors mis la baisse de son importation du Mali, les localités où le mil est cultivé et/ou consommé sont les plus touchées par l'insécurité.

En perspective, les niveaux des prix et la demande resteront élevés dans les mois à venir. L'offre pourrait s'améliorer si les points de vente de céréales aux personnes vulnérables de la SONAGESS fonctionnent effectivement.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS

IHPI Trimestriel INDICES TRIMESTRIELS CHAINES - BASE 100 EN 2015 - DIVISIONS	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2020	2021	2021	2021	2021	trimestriel	annuel
EGRENAGE DU COTON	126,1	203,2	110,2	0,0	98,5		-21,9%
EXTRACTION DE MINERAIS MÉTALLIQUES	141,5	159,6	108,5	129,9	113,9	-12,3%	-19,5%
ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES	291,1	321,7	319,5	408,3	260,1	-36,3%	-10,6%
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	93,1	118,3	78,2	93,4	96,7	3,6%	3,9%
FABRICATION DE BOISSONS	126,8	75,7	99,6	107,4	169,6	57,9%	33,8%
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	153,9	130,3	132,8	139,5	138,8	-0,5%	-9,8%
ACTIVITES DE FABRICATION DE TEXTILES	71,2	180,3	111,5	107,0	98,3	-8,1%	38,0%
FABRICATION D'ARTICLES D'HABILLEMENT	328,2	228,0	123,1	102,5	361,5	252,6%	10,2%
TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHAUSSURES	41,2	35,8	41,2	27,1	12,6	-53,4%	-69,4%
TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	145,5	44,0	94,2	122,6	115,5	-5,9%	-20,6%
FABRICATION DU PAPIER ET DU CARTON	436,7	280,9	154,5	160,2	355,5	122,0%	-18,6%
IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	179,8	75,6	30,5	76,7	173,1	125,8%	-3,7%
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	186,7	194,6	183,0	224,1	204,2	-8,9%	9,3%
TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	125,9	140,0	152,5	168,2	303,2	80,3%	140,8%
FABRICATION DE MATERIAUX MINERAUX	91,5	91,7	106,4	109,0	106,2	-2,6%	16,0%
MÉTALLURGIE	104,4	89,9	79,0	71,4	69,7	-2,4%	-33,2%
FABRICATION D'OUVRAGES EN MÉTAUX	93,2	169,2	153,8	215,7	232,1	7,6%	149,1%
FABRICATION D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
FABRICATION DE MEUBLES ET MATELAS	327,0	370,4	307,9	284,8	269,9	-5,3%	-17,5%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	338,3	95,9	151,9	102,4	295,1	188,1%	-12,8%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE CHALEUR	314,1	264,8	440,5	358,1	379,4	6,0%	20,8%
CAPTAGE, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU	197,0	179,4	194,8	193,6	213,7	10,3%	8,5%
Ensemble	151,9	168,8	122,3	141,5	147,5	4,2%	-2,9%



Au quatrième trimestre 2021, la production industrielle enregistre une hausse par rapport au troisième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), s'est établi à 147,5 est en hausse de 4,2% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2020, l'indice enregistre une baisse de 2,9%.

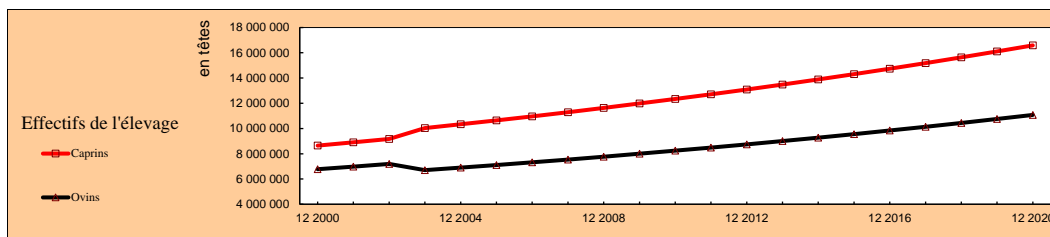
En glissement trimestriel, la hausse du rythme de l'activité industriel s'explique principalement par une forte hausse de la fabrication d'article d'habillement (+252,6%), l'imprimerie et reproduction d'enregistrement (+125,8%), la fabrication du papier et du carton (+122,0%), le travail du caoutchouc et du plastic (+80,3) et de la fabrication de boissons (+57,9%). Toute fois, cette forte hausse est atténuée par une baisse des activités de "TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHAUSSURES" (-53,4%), des "ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES" (-36,3%), des "EXTRACTION DE MINERAIS MÉTALLIQUES" (-12,3%) et des "ACTIVITES DE FABRICATION DE TEXTILES" (-8,1%).

En glissement annuel, la baisse du rythme de l'activité industrielle est due essentiellement à une baisse de l'activité de " TRAVAIL DU CUIR ; FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHAUSSURES" (-69,4%), de métallurgie (-33,2%), de l'activité d'égrénage (-21,9%), et du "TRAVAIL DU BOIS ET FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS HORS MEUBLES" (-20,6%). D'autre secteurs d'activités ont cependant enregistré une forte hausse qui n'a pas suffit à contre balancer la baisse constatée. Il s'agit des secteurs de fabrication d'ouvrage en métaux (+149,1%), de travail de caoutchouc et du plastic (+140,8%) et des activités de fabrication de textile (+38,0%).

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2016	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	Croissance moyenne	
						samedi-jeudi	mardi-jeudi
Effectif de bovins (en têtes)	9 457 934	9 647 073	9 839 995	10 036 771	10 237 484	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 842 712	10 137 973	10 442 084	10 755 322	11 077 955	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	14 737 393	15 179 490	15 634 856	16 103 880	16 586 976	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	44 792	46 135	47 519	48 945	50 413	3,0%	3,0%

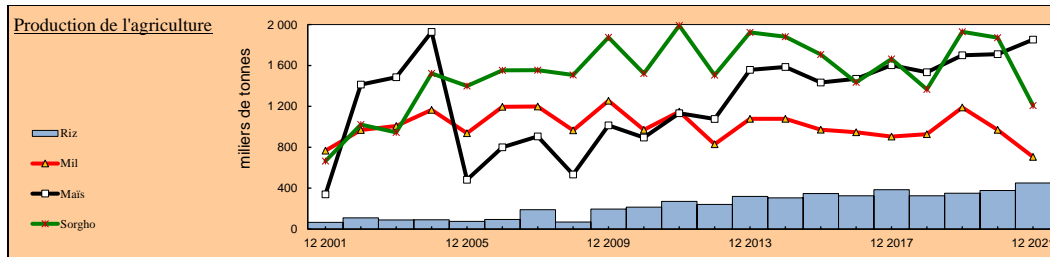


La pandémie de la Covid-19 n'a pas permis le bon déroulement des activités entrant dans le cadre de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC1) qui devrait permettre de disposer de données actualisées. En attendant donc les résultats de l'ENC1, les effectifs du cheptel 2020 sont estimés sur la base des données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II). Les résultats de cette estimation consignés dans le tableau ci-dessus donnent des effectifs de 10 237 484 têtes de bovins, de 27 664 931 têtes de petits ruminants (ovins et caprins) et de 50 413 102 têtes pour la volaille (poules et pintades).

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2017	déc 2018	déc 2019	déc 2020	déc 2021	Croissance moyenne	
						Quinquennale	Annuel
Production brute totale de céréales	4 063 198	5 180 702	4 939 630	5 179 104	4 661 140	3,5%	-10,0%
dont : Production brute de mil	928 234	1 189 079	970 176	957 253	705 345	-6,6%	-26,3%
dont : Production brute de sorgho	1 365 898	1 929 834	1 871 792	1 893 571	1 207 786	-3,0%	-36,2%
dont : Production brute de maïs	1 533 431	1 700 127	1 710 898	1 920 101	1 853 510	4,9%	-3,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	325 566	350 392	376 577	451 421	451 014	8,5%	-0,1%



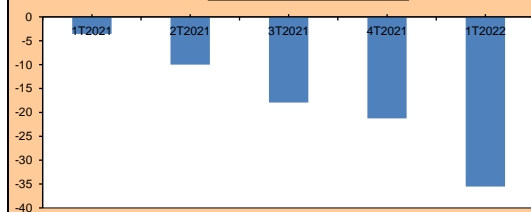
Ce premier trimestre de l'année 2022 est marqué par les résultats définitifs de la campagne agricole 2021/2022. Cette campagne agricole a connu un déroulement globalement normal sur l'ensemble du territoire. Les retards constatés à l'installation de la campagne ont été compensés par une prolongation de la pluviométrie. Toutefois, des cas d'inondations, de poches de sécheresses, d'attaques de chenilles légionnaires et d'oiseaux granivores ont perturbé le développement des cultures dans certaines localités. La production définitive des cultures céréalières est évaluée à 4 661 140 tonnes. Elle est en baisse dans son ensemble de 10,0% par rapport à la dernière campagne agricole et de 2,6% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2021-2022 (selon le Rapport de synthèse de la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (CPSA) de l'année 2022) révèlent que 52,0% des ménages agricoles n'arriveront pas à couvrir leurs besoins céréaliers avec leur seule production. La production des différentes céréales se répartit comme suit :

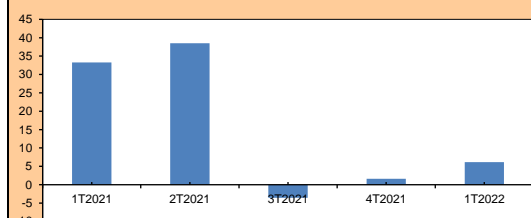
- le **mil** enregistre une production de 705 345 tonnes soit **une baisse de 26,3%** par rapport à la campagne précédente et de 27,3% par rapport à la moyenne quinquennale;
- le **sorgho blanc** a enregistré une production totale estimée à 1 207 786 tonnes soit **une baisse de 15,3%** par rapport à la campagne précédente et une hausse de 8,6% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes;
- le **sorgho rouge** a enregistré une production totale estimée à 435 936 tonnes soit **une hausse respectivement de 5,2%** et de 5,5% par rapport à la campagne précédente et à la moyenne quinquennale;
- la **production de maïs** estimée à 1 853 510 tonnes est **en baisse de 3,5%** par rapport à la campagne passée et en hausse de 9,45% à la moyenne des cinq dernières campagnes;
- la **production de riz** évaluée à 451 014 tonnes est relativement stable par rapport à 2020/2021 et en hausse de 19,4% par rapport à la moyenne quinquennale;
- La **production globale des autres produits vivriers** (niébé, voandzou, patate et igname) est évaluée à 693 458 tonnes. Comparée à la campagne passée et à la moyenne des cinq dernières années, elle est respectivement **en baisse de 28,4%** et de 16,2%.
- La **production définitive des cultures de rente** (coton, arachide, sésame et soja) est estimée à 1 451 144 tonnes soit **une baisse respectivement de 19,5%** et de 0,7% par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale.

Cette baisse est la conséquence de plusieurs facteurs conjugués dont les principaux sont (i) la réduction de superficies emblavées causée par l'insécurité, (ii) la baisse de rendement due à l'insuffisance d'intrants notamment de l'engrais et (iii) la mauvaise répartition temporelle de la pluviométrie. La quasi inexistence de stocks reports, cumulée au faible niveau des importations cette année contribue à la faiblesse de l'offre en produits vivriers.

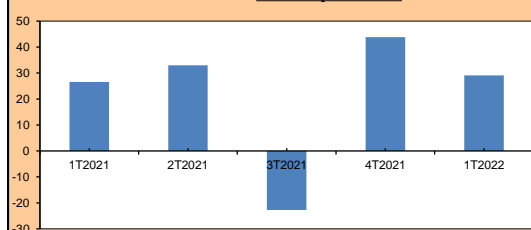
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

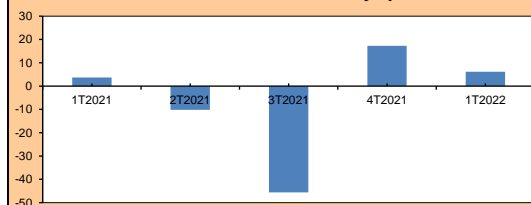
La détérioration du climat des affaires amorcée depuis le premier trimestre 2021 se poursuit jusqu'au premier trimestre 2022.

... sur les recettes**Recettes**

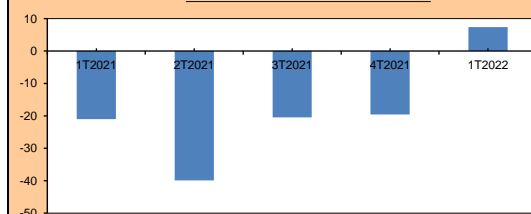
La hausse des recettes reprise au 4ème trimestre 2021 s'est maintenue jusqu'au premier trimestre 2022.

... sur la production**Production**

Au premier trimestre 2022, la production a connue une baisse par rapport au 4ème trimestre 2021.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

La hausse de l'effectif des employés amorcée au quatrième trimestre 2021 ne s'est pas maintenue.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

La situation de la trésorerie s'est améliorée au premier trimestre 2022 après une année de détérioration.

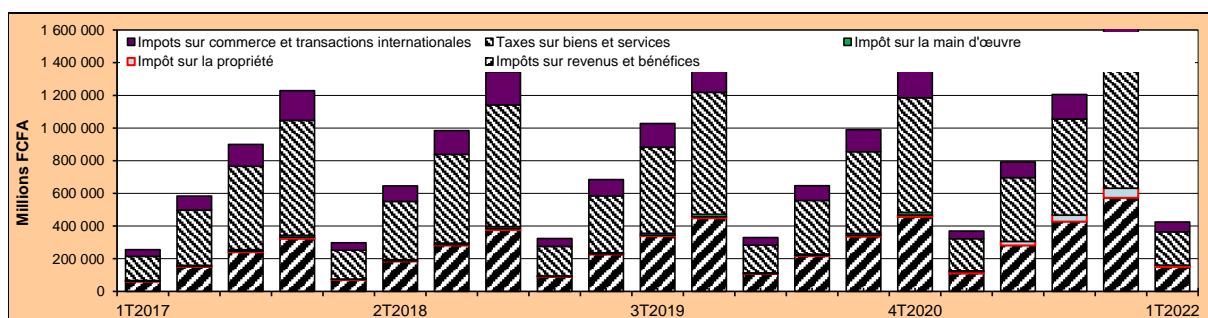
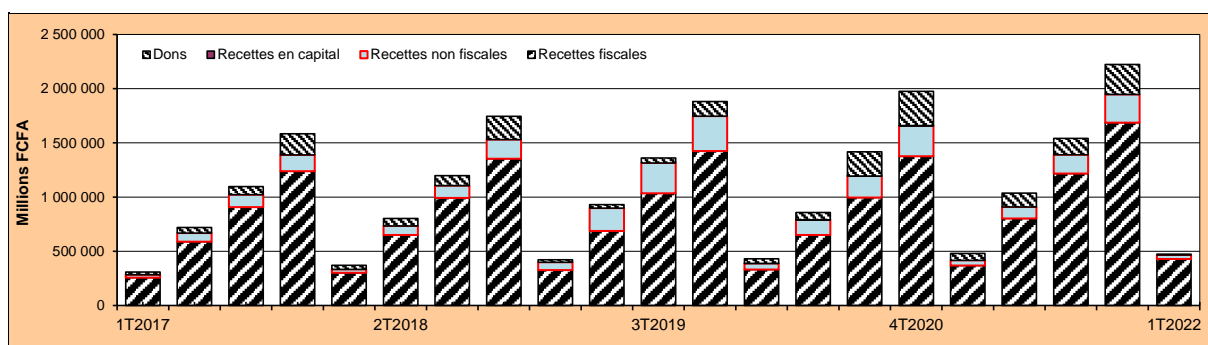
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, au 31 mars 2022, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 78,22 milliards de FCFA, contre un déficit de 196,06 milliards de FCFA pour le premier trimestre 2021.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Recettes totales et dons	2 340 113,0	480 684,5	1 036 789,5	1 541 017,1	2 223 832,2	473 317,5	20,2%	-1,5%
Recettes totales	2 000 418,0	417 606,0	908 559,9	1 390 578,5	1 946 590,5	466 489,0	23,3%	11,7%
Recettes courantes	2 000 418,0	417 606,0	908 559,9	1 390 578,5	1 946 590,5	466 489,0	23,3%	11,7%
Recettes fiscales	1 762 400,0	369 601,0	802 058,3	1 218 267,1	1 687 513,3	430 013,5	24,4%	16,3%
Impôts sur revenu et bénéfices	565 579,0	109 512,6	281 138,0	426 878,7	572 629,9	148 942,5	26,3%	36,0%
Impôt sur la main d'œuvre	17 213,0	4 064,3	8 041,2	12 075,6	16 236,0	5 094,3	29,6%	25,3%
Taxes sur biens et services	865 586,0	196 600,5	389 630,6	587 602,7	822 535,1	205 019,2	23,7%	4,3%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	239 988,0	47 177,5	97 114,1	150 050,6	215 780,6	59 262,0	24,7%	25,6%
Autres recettes fiscales	1 734,0	299,8	667,6	1 069,6	1 430,2	245,3	14,1%	-18,2%
Recettes non fiscales	238 017,0	48 005,1	106 501,6	172 311,5	259 077,2	36 475,5	15,3%	-24,0%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Dons	339 695,0	63 078,4	128 229,7	150 438,6	277 241,7	6 828,6	2,0%	-89,2%
Projets	222 295,0	45 876,5	82 715,8	104 924,7	196 347,0	6 828,6	3,1%	-85,1%
Programmes	117 400,0	17 202,0	45 513,9	45 513,9	80 894,7	0,0	0,0%	-100,0%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 473,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2022 contre un niveau de 480,68 milliards de FCFA à la même période en 2021, soit une régression de 1,5% (-7,37 milliards de FCFA). La baisse des dons d'un montant de 56,25 milliards de FCFA, par rapport à leur niveau de l'année 2021, explique cette contre-performance, les recettes propres ayant augmenté de 48,88 milliards de FCFA au cours de la période.

Les recettes propres ont enregistré une progression de 11,7% par rapport à fin mars 2021 pour s'établir à 466,49 milliards de FCFA. Cette performance est uniquement imputable à celle des recettes fiscales, les recettes non fiscales ayant baissé sur la période (-11,53 milliards de FCFA).

En effet, les recettes fiscales, au 31 mars 2022, se sont situées à 430,01 milliards de FCFA, en augmentation de 60,41 milliards de FCFA par rapport au niveau de fin mars 2021. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation des « impôts sur revenus et bénéfices » de 39,43 milliards de FCFA, des « impôts sur le commerce et les transactions internationales » de 12,08 milliards de FCFA et des « taxes sur biens et services » de 8,42 milliards de FCFA.

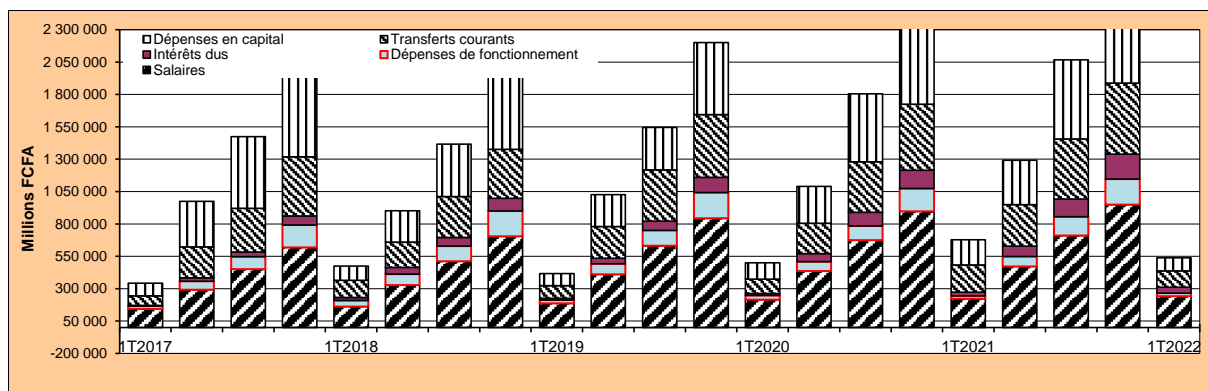
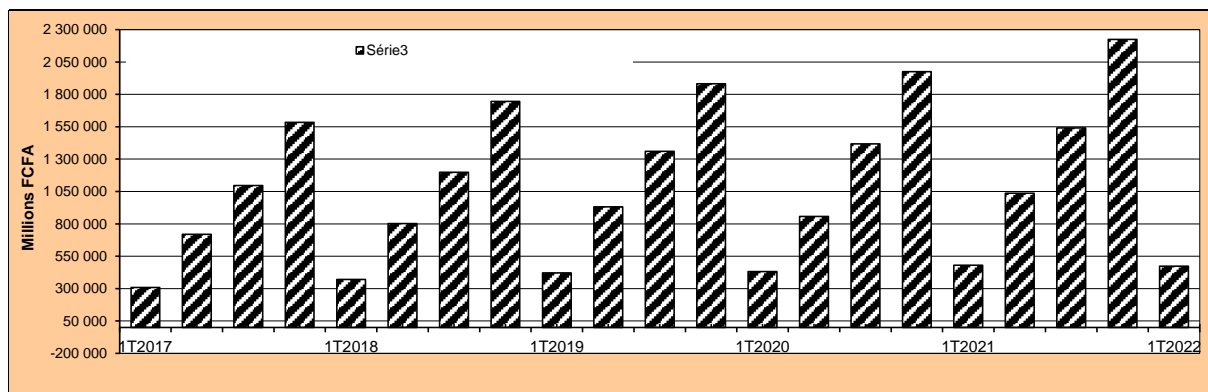
Les recettes non fiscales ont connu une diminution de 11,53 milliards de FCFA (-24,0%) pour se situer à 36,48 milliards de FCFA à fin mars 2022, après un niveau de 48,01 milliards de FCFA à la même période de 2021. Cette baisse est imputable essentiellement à la diminution des « ventes non industrielles » (-12,92 milliards de FCFA) due à la non mobilisation, jusqu'à cette date, des recettes d'acquisition des licences de téléphonie mobile.

En ce qui concerne les dons, la mobilisation se situe à 6,83 milliards de FCFA à fin mars 2022 contre une mobilisation de 63,08 milliards de FCFA à la même période en 2021.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2021	2021	2021	2022		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Dépenses et prêts nets	2 909 524,0	676 743,4	1 286 989,3	2 061 605,5	2 867 230,8	551 533,8	19,0%	-18,5%
Dépenses	2 534 877	677 669,9	1 291 629,5	2 066 681,2	2 856 988,7	538 749,4	21,3%	-20,5%
Dépenses courantes	2 367 564	483 885,8	949 234,6	1 455 933,1	1 887 516,9	438 003,6	18,5%	-9,5%
Salaires	861 793	223 171,7	471 167,7	710 100,7	949 546,2	241 690,5	28,0%	8,3%
Dépenses de fonctionnement	208 400	21 290,6	78 078,1	145 180,7	197 540,7	24 345,6	11,7%	14,3%
Intérêts dus	195 800	28 525,3	79 699,9	137 052,9	192 548,8	45 619,8	23,3%	59,9%
Transferts courants	476 063	210 898,2	320 288,9	463 598,8	547 881,3	126 347,7	26,5%	-40,1%
Dépenses en capital	1 026 851	193 784,0	342 394,9	610 748,1	969 471,8	100 745,8	9,8%	-48,0%
financées sur ressources propres	670 691	82 553,1	161 173,1	318 577,0	518 655,4	60 045,0	9,0%	-27,3%
Prêts nets	-9 624	-926,4	-4 640,2	-5 075,7	10 242,1	12 784,4	-132,8%	-1480,0%



Les dépenses totales et prêts nets, en se situant à 551,53 milliards de FCFA au 31 mars 2022 contre 676,74 milliards de FCFA à la même période en 2021, enregistrent une diminution de 125,21 milliards de FCFA (-18,5%). Cette regression est imputable aussi bien à celle des dépenses courantes (-45,88 milliards de FCFA) ainsi qu'à celle des dépenses en capital (-93,04 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 438,00 milliards de FCFA pour le premier trimestre de l'année 2022, enregistrant une décroissance de 9,5% par rapport à la même période de 2021. La diminution de cette catégorie de dépenses s'explique par celle des transferts courants qui ont regressé de 84,55 milliards de FCFA, les autres catégories ayant progressé au cours de la période. Les charges de personnel ont progressé de 18,52 milliards de FCFA, celles de la dette de 17,09 milliards de FCFA et celles de fonctionnement de 3,05 milliards de FCFA.

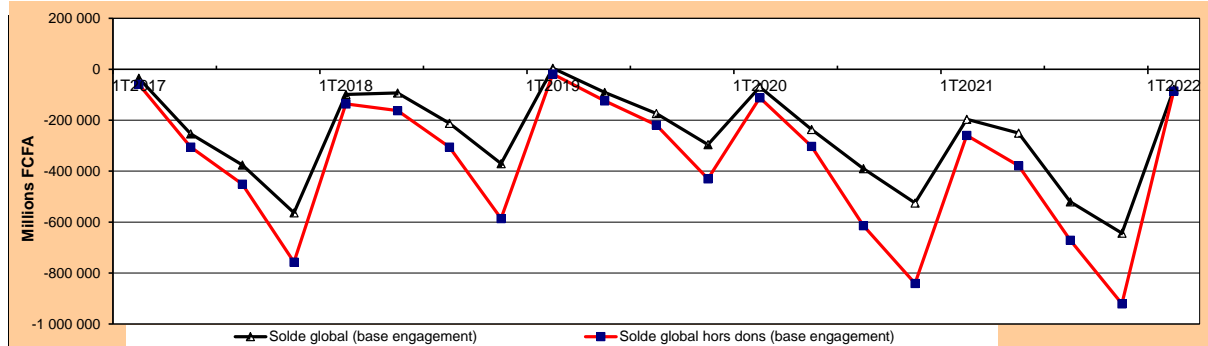
La hausse des dépenses de personnel s'expliquerait principalement par l'incidence des rappels effectués au titre de la prise en charge des actes de promotions statutaires (avancements, bonifications, reclassements etc.) et des actes relatifs à la mise à jour de la situation indemnitaire des agents.

Les dépenses en capital se sont établies à 100,75 milliards de FCFA à fin mars 2022 en baisse de 93,04 milliards de FCFA (48,0%) par rapport à la même date en 2021. Cette diminution est expliquée aussi bien par les investissements financés sur ressources extérieures qui ont progressé de 69,82 milliards de FCFA que par ceux financés sur ressources propres qui ont augmenté de 22,51 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2021	2021	2021	2022		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Solde global (base engagement)	-569 412,0	-196 059,0	-250 199,7	-520 588,4	-643 398,6	-78 216,3	13,7%	-60,1%
Solde global hors dons (base engagement)	-909 107,0	-259 137,4	-378 429,4	-671 027,0	-920 640,3	-85 044,8	9,4%	-67,2%
Solde primaire de base	-367 146,0	-230 612,1	-298 729,5	-533 974,1	-728 091,5	-39 425,0	10,7%	-82,9%
Solde de base	-562 946,0	-148 614,0	-198 436,2	-385 793,7	-479 372,2	-44 344,0	7,9%	-70,2%
Solde global (base caisse)	-569 412,0	-197 618,3	-321 688,1	-564 472,6	-639 160,4	-185 601,8	32,6%	-6,1%
Solde global hors dons (base caisse)	-909 107,0	-260 696,8	-449 917,7	-714 911,2	-916 402,2	-192 430,4	21,2%	-26,2%

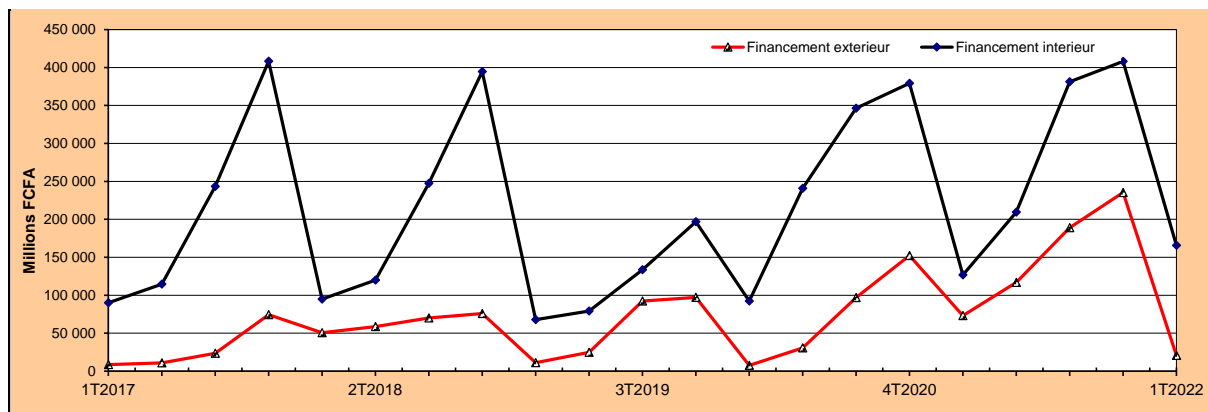


L'exécution des opérations financières de l'Etat, base engagement, est ressortie déficitaire de 78,22 milliards de FCFA au 31 mars 2022 contre un déficit de 196,06 milliards de FCFA à la même période de 2021, soit une amélioration de 117,84 milliards de FCFA.

Quant au déficit global (base caisse), par rapport à fin décembre 2021, il s'est amélioré de 12,02 milliards de FCFA pour se situer 185,60 milliards de FCFA à fin mars 2022. Il a été couvert par un financement extérieur net de 20,78 milliards de FCFA et par un financement intérieur net de 165,83 milliards de FCFA.

Le financement intérieur net pour le premier trimestre de l'année 2022 s'est opéré d'une part, par trois (03) émissions de bons du Trésor d'un montant de 94,83 milliards de FCFA, de quatre (04) émissions d'obligations du Trésor d'un montant global de 121,71 milliards de FCFA. Les remboursements se sont élevés à 65,98 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et 38,06 milliards de FCFA pour les obligations.

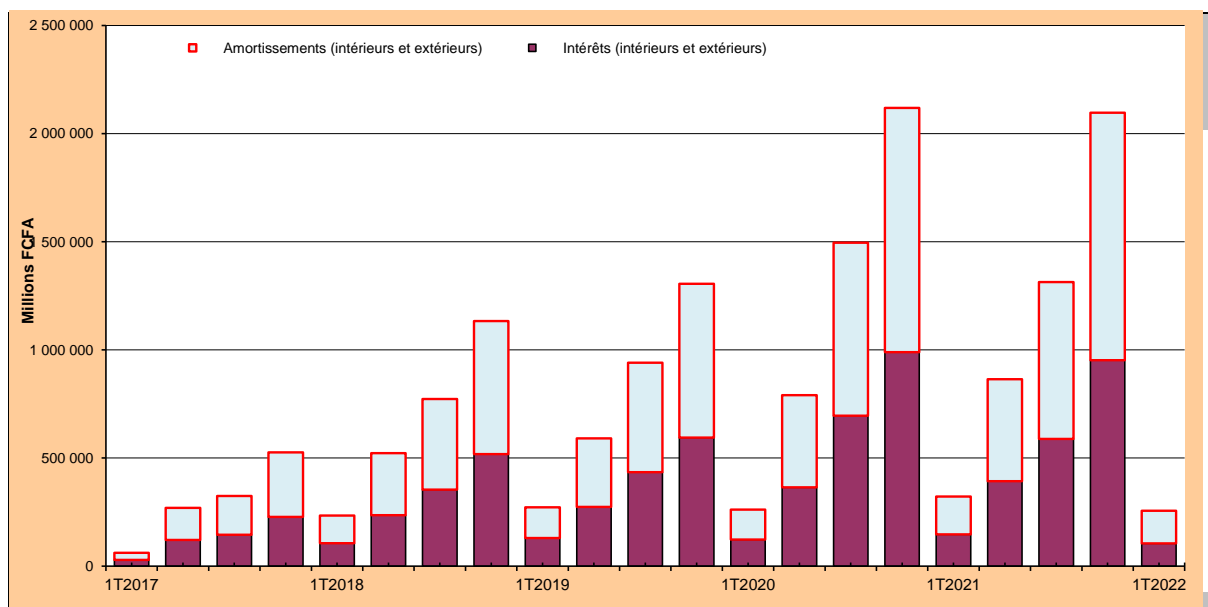
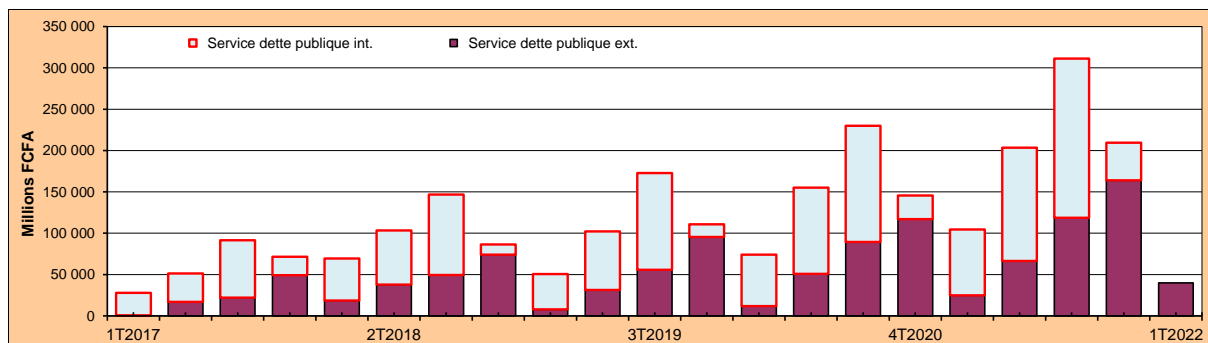
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2021)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2021	2021	2021	2022		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Financement	425 391,0	199 844,3	326 204,0	570 047,5	643 413,1	186 609,6	43,9%	-6,6%
Financement extérieur	95 197,0	73 025,4	116 781,3	188 890,0	235 389,7	20 775,5	21,8%	-71,6%
Décaissements extérieurs	182 723,0	83 452,8	150 763,7	234 889,9	307 683,6	34 496,7	18,9%	-58,7%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-87 526,0	-10 427,4	-33 982,5	-45 999,9	-72 293,9	-13 721,1	15,7%	31,6%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	330 195,0	126 818,9	209 422,7	381 157,5	408 023,4	165 834,0	50,2%	30,8%
Financement bancaire	29 072,8	93 579,4	-56 112,6	76 863,6	52 312,5	110 839,0	381,2%	18,4%
Secteur non bancaire	301 122,0	33 239,5	265 535,3	304 293,9	355 710,9	54 995,1	18,3%	65,5%
Gap de financement	144 020,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prédiction budgétaire (2021)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2021	2021	2021	2021	2022		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Total service dette publique	1 024 924,9	175 192,6	472 166,1	725 564,9	1 144 464,7	151 095,2	14,7%	-13,8%
Amortissements (int. et ext.)	829 125	146 667,3	392 466,3	588 512,0	951 915,9	105 475,4	12,7%	-28,1%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	195 800	28 525,3	79 699,9	137 052,9	192 548,8	45 619,8	23,3%	59,9%
Service dette publique int.	908 912,6	161 010,5	424 932,1	661 175,6	1 043 554,0	131 808,9	14,5%	-18,1%
Amortissements	741 599	136 239,9	358 483,8	542 512,1	879 622,0	91 754,3	12,4%	-32,7%
Intérêts	167 314	24 770,7	66 448,3	118 663,5	163 932,0	40 054,6	23,9%	61,7%
Service dette publique ext.	116 012,3	14 182,1	47 234,0	64 389,3	100 910,6	19 286,3	16,6%	36,0%
Amortissements	87 526	10 427,4	33 982,5	45 999,9	72 293,9	13 721,1		31,6%
Intérêts	28 486	3 754,7	13 251,6	18 389,3	28 616,8	5 565,2	19,5%	48,2%
Service dette ext./recettes totales	5,8%	3,4%	5,2%	4,6%	5,2%	4,1%		0,74 points

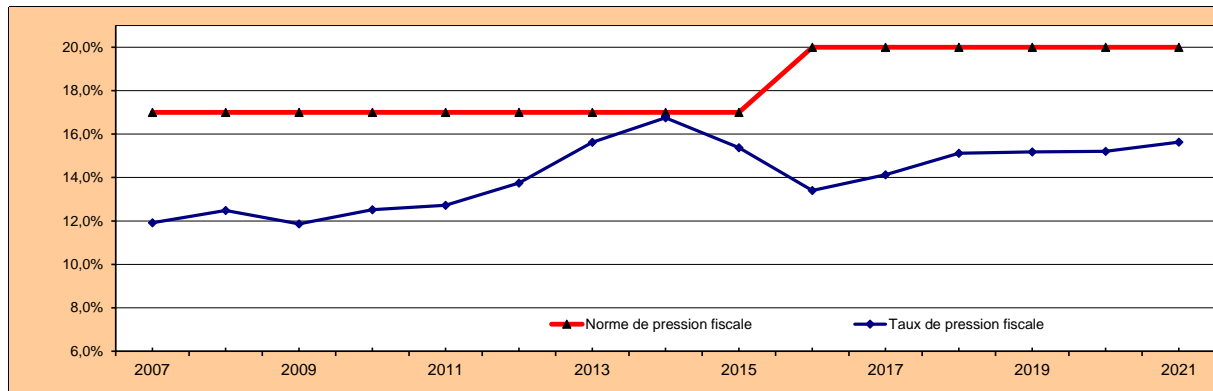


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 4,1% à fin mars 2022 en augmentation de 0,74 point de pourcentage par rapport à son niveau de fin mars de l'année dernière.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-6,3%	-4,2%	-3,4%	-4,9%	-5,3%
Taux d'inflation	≤	3%	1,5%	1,9%	-3,2%	1,9%	4,4%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	33,8%	40,5%	50,7%	48,1%	55,5%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	49,9%	52,1%	59,3%	65,2%	56,3%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,1%	15,2%	15,2%	13,8%	15,6%



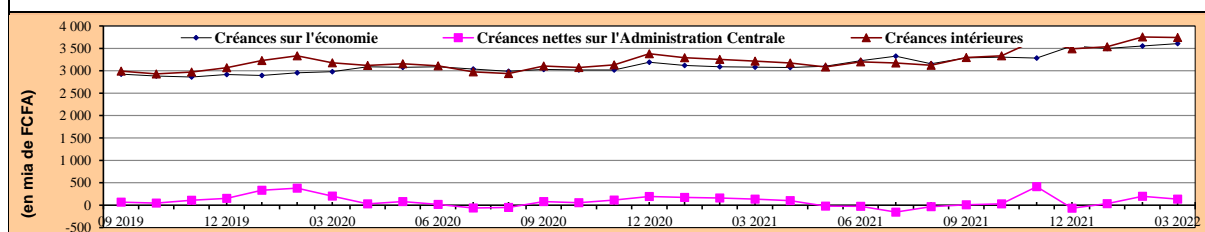
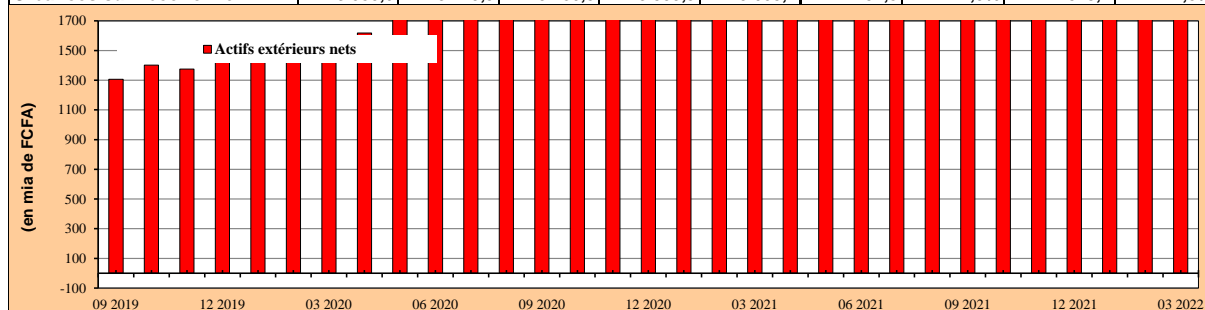
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso au premier trimestre 2022 a été marquée par un repli enregistré au niveau des dépôts transférables et de la circulation fiduciaire, les autres dépôts inclus dans la masse monétaire ayant enregistré une progression. Par rapport à fin mars 2021, la masse monétaire a enregistré un accroissement au-dessus du taux de progression de la masse monétaire de l'Union.

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Circulation fiduciaire	681,4	635,8	648,6	833,5	833,4	-0,2	0,0%	152,0	22,3%
Dépôts transférables	2 453,5	2 568,8	2 453,0	2 783,6	2 712,2	-71,4	-2,6%	258,7	10,5%
BCEAO	0,5	2,1	1,8	1,9	0,7	-1,1	-61,3%	0,2	49,3%
Banques	195,7	820,0	195,7	1 184,8	195,7	-989,1	-83,5%	0,0	0,0%
CCP et CNE	301,6	301,6	301,6	301,6	301,6	0,0	0,0%	0,0	0,0%
M1	3 134,9	3 204,6	3 101,7	3 617,2	3 545,6	-71,6	-2,0%	410,7	13,1%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 762,0	1 810,3	1 921,1	1 967,9	2 019,9	52,0	2,6%	257,9	14,6%
AID BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0%
AID Banques	1 761,7	1 809,9	1 920,8	1 967,6	2 019,6	52,0	2,6%	257,9	14,6%
Masse monétaire (M2)	4 897,0	5 014,9	5 022,8	5 585,1	5 565,5	-19,6	-0,4%	668,6	13,7%
Actifs extérieurs nets	2 326,6	2 512,4	2 431,2	2 636,8	2 406,6	-230,1	-8,7%	80,0	3,4%
AEN BCEAO	539,5	600,9	595,8	467,4	214,4	-253,0	-54,1%	-325,1	-60,3%
AEN Banques	1 787,1	1 911,5	1 835,4	2 169,3	2 192,2	22,8	1,1%	405,1	22,7%
Créances intérieures	3 216,7	3 200,4	3 296,7	3 487,4	3 741,6	254,2	7,3%	524,9	16,3%
Créances nettes sur l'Admini	136,2	-23,4	10,2	-66,5	135,9	202,4	-304,3%	-0,3	-0,2%
CI BCEAO	-175,9	-322,0	-241,1	-95,4	66,1	161,5	-169,3%	242,0	-137,6%
CI Banques	312,0	298,6	251,4	28,9	69,8	40,9	141,5%	-242,3	-77,6%
Créances sur l'économie	3 080,6	3 223,9	3 286,5	3 553,9	3 605,7	51,8	1,5%	525,2	17,0%



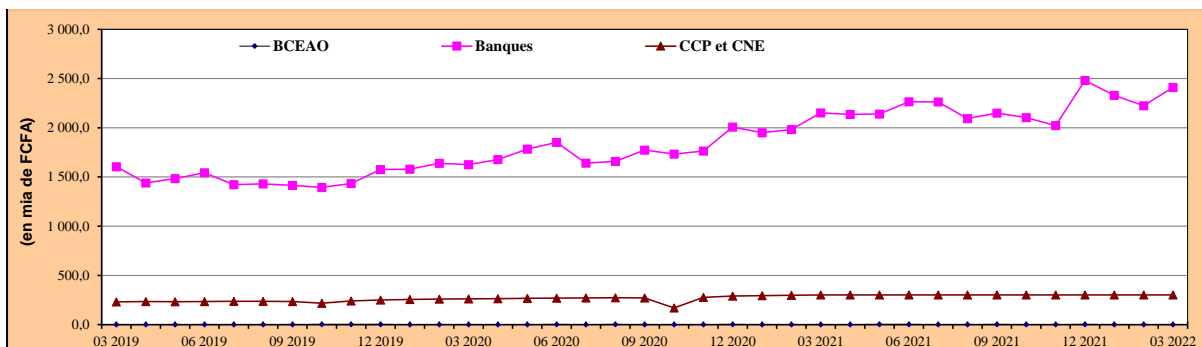
Sources : B.C.E.A.O.

Actifs extérieurs nets

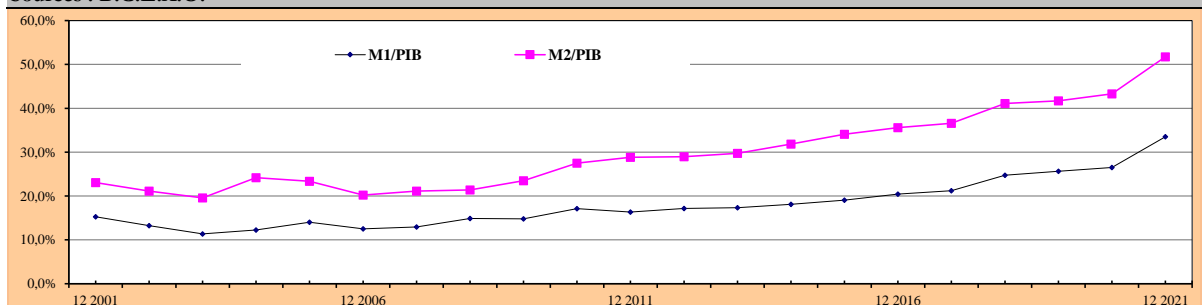
Les AEN des institutions monétaires sont ressortis à 2 406,6 milliards de FCFA à fin mars 2022, en baisse de 8,7% par rapport à fin décembre 2021. Cette évolution est attribuable aux AEN de la Banque Centrale (-253,0 milliards de FCFA, soit -54,1%), ceux des AID étant en hausse (+22,8 milliards de FCFA, soit +1,1%). Le repli des AEN de la Banque Centrale s'explique par la hausse de ses engagements sur les non-résidents (+176,4 milliards de FCFA), conjuguée au repli de ses créances sur les non-résidents (-74,4 milliards de FCFA) sous forme d'autres actifs extérieurs (-77,3 milliards de FCFA).

S'agissant de l'accroissement des AEN des AID, il est dû à un plus important accroissement de leurs créances extérieures par rapport à celui de leurs engagements extérieurs. En effet, leurs créances extérieures brutes ont enregistré une augmentation de 62,9 milliards de FCFA (+2,6%), imprimée principalement par leurs encours de titres publics détenus sur les autres Etats de l'Union (+120,6 milliards de FCFA, soit +7,1%) et atténuée par la contraction des crédits octroyés aux non-résidents (-57,9 milliards de FCFA, soit -10,6%) et des actions et autres titres de participations (-19,8 milliards de FCFA, soit -43,7%). En ce qui concerne les engagements extérieurs des banques, ils ont enregistré une progression de 40,1 milliards de FCFA (+14,0%), imprimée notamment par les dépôts de la clientèle non-résidente (+48,9 milliards de FCFA, soit +25,6%), en dépit de la baisse des crédits reçus des institutions étrangères (-8,1 milliards de FCFA, soit -8,9%).

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont connu un afflux de 80,0 milliards de FCFA (+3,4%). Cette



Sources : B.C.E.A.O.



Sources : B.C.E.A.O.

Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 3 741,6 milliards de FCFA à fin mars 2022 contre 3 487,4 milliards de FCFA à fin décembre 2021, soit une expansion de 7,3%, imputable à la hausse des Créances nettes sur l'Administration Centrale (CAC) de 202,4 milliards de FCFA (+304,3%) et des créances sur l'économie à hauteur de 51,8 milliards de FCFA (+1,5%).

En effet, les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale se sont établies à +135,9 milliards à fin mars 2022, enregistrant une augmentation de 202,4 milliards en variation trimestrielle, en lien avec la baisse des engagements nets de la BCEAO (-161,4 milliards), la hausse des créances brutes des AID (+89,9 milliards) ayant été atténuée par une augmentation de leurs engagements bruts (+49,0 milliards) sous forme de dépôt de l'Etat.

En variation annuelle, les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale ont enregistré une quasi-stabilité, (-0,3 milliard de FCFA), imputable au repli des créances nettes des banques (-242,3 milliards de FCFA, soit -77,6%) compensé par une hausse de celle de la BCEAO (+242,0 milliards de FCFA, soit +137,6%).

Les créances du système bancaire sur l'économie se sont situées à 3 605,7 milliards de FCFA à fin mars 2022, enregistrant une hausse de 51,8 milliards de FCFA (+1,5%) par rapport à fin décembre 2021, sous l'effet de la hausse des crédits bancaires aux sociétés non-financières privées (+30,2 milliards de FCFA), aux ménages et ISBLSM (+37,3 milliards de FCFA) et atténuée par la baisse des crédits au secteur public (-7,5 milliards de FCFA) et au secteur financier non bancaire (-2,0 milliards de FCFA).

Par rapport à fin mars 2021, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 525,2 milliards de FCFA (+17,0%), expliquée principalement par l'accroissement des crédits bancaires (+528,8 milliards de FCFA), accordés, d'une part, au secteur privé (+475,3 milliards, soit +17,0%), notamment aux sociétés non-financières privées (+323,7 milliards, soit +22,7%) aux ménages et ISBLSM (+151,6 milliards, soit +11,0%) et, d'autre part, aux sociétés non-financières publiques (+37,4 milliards, +15,3%) et au secteur financier non-bancaire (+16,1 milliards, +87,0%).

Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré un repli de 19,6 milliards de FCFA (-0,4%). Cette baisse a été enregistrée au niveau des dépôts transférables (-71,4 milliards de FCFA, soit -2,6%) et de la circulation fiduciaire (-0,2 milliard de FCFA, soit -0,02%), tandis que les autres dépôts inclus dans la masse monétaire ont enregistré une progression (+5,0 milliards de FCFA, soit +2,6%).

En glissement annuel, la masse monétaire s'est inscrite en accroissement de 668,6 milliards de FCFA (+13,7%), au-dessus du taux de progression de la masse monétaire de l'Union (+11,9%). Cet accroissement est attribuable aux dépôts transférables (+258,7 milliards de FCFA, soit +10,5%), aux autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+257,9 milliards de FCFA, soit +14,6%) et à la circulation fiduciaire (+152,0 milliards de FCFA, soit +22,3%).

Pour mémoire, la masse monétaire de l'Union est ressortie à 42.085,7 milliards de FCFA à fin mars 2022, en hausse de 4.483,0 milliards de FCFA (+11,9%) sur un an, après une progression de 21,5% à fin mars 2021.

AGREGATS MONETAIRES	déc.17	déc.18	déc.19	déc.20	déc.21
				Est.	Est.
M1/PIB	24,7%	25,7%	26,5%	30,2%	33,5%
M2/PIB	41,1%	41,7%	43,3%	48,1%	51,7%

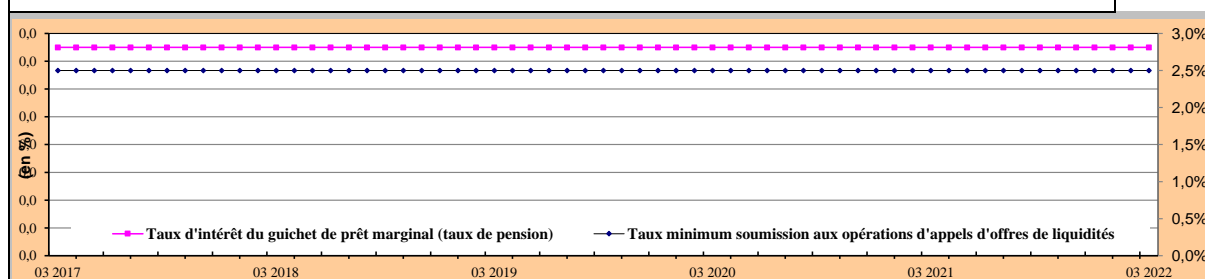
Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	182,5	182,5	182,5	182,5	182,5
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0

Variation	
Trim T-1 (%)	An-1 (%)

0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%
0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du premier trimestre 2022, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est resté à 2,00%, taux en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux de 2,50% était en vigueur du 16 septembre 2013 au 23 juin 2020). De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,00%, niveau en vigueur depuis le 24 juin 2020 (un taux de 4,50% était en vigueur du 16 décembre 2016 au 23 juin 2020).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume des nouveaux crédits octroyés au premier trimestre 2021 par les banques de la place s'élève à 573,8 milliards de FCFA contre 525,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2021, enregistrant ainsi une progression de 48,0 milliards de FCFA (+9,1%). Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,5036% contre 7,1619% à la même période en 2021, soit une hausse de 0,34 point de pourcentage sur un an.

Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des trois premiers mois de l'année 2022 s'établit à 367,7 milliards de FCFA, contre un montant de 268,2 milliards de FCFA collectés au premier trimestre 2021, soit une progression de 99,5 milliards de FCFA (+37,1%). Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,8014% contre 5,7568% au premier trimestre 2021, soit un rehaussement de 0,04 point de pourcentage.

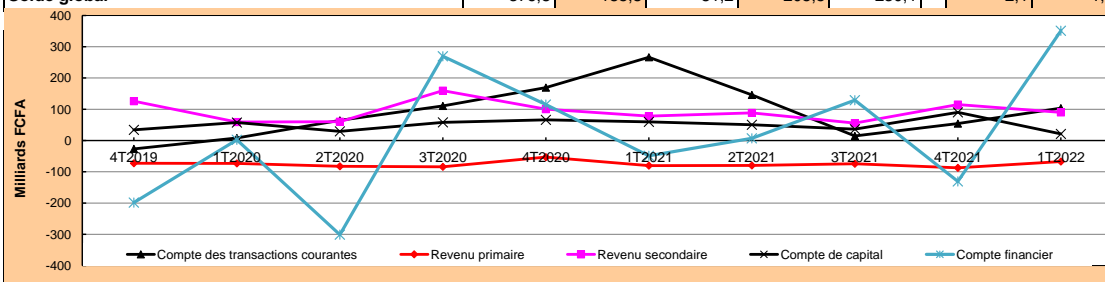
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Fortement impactés par la pandémie de la Covid-19 en 2020, les échanges du Burkina Faso avec l'extérieur ont été marqués en 2021 par le retour vers les tendances historiques, avec un accroissement des importations et le maintien de la vigueur des exportations pour lesquelles la dynamique du secteur minier se poursuit dans un contexte de bonne tenue du cours international de l'or. Les conditions d'évolution de l'activité économique internationale en 2022 se présentent assez difficiles en raison de la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui désorganise les circuits de distribution des produits pétroliers et impacte négativement les quantités des offres de certains produits échangés à plan international (produits pétroliers, produits alimentaires, engrais, etc.), avec pour conséquence, des tensions inflationnistes à l'échelle mondiale.

Dans ce contexte, au cours du premier trimestre 2022, les échanges du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduits par un solde global déficitaire de la balance des paiements, après les excédents enregistrés au quatrième trimestre 2021 et une année plus tôt. La dégradation du solde global en variation trimestrielle est attribuable principalement aux comptes de capital, du revenu secondaire, des

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2021	2022	trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	266,4	145,8	14,6	54,0	103,7	0,9	6,1
Biens et services	268,8	137,3	33,2	26,1	81,0	2,1	1,4
Biens	352,7	252,8	146,1	126,5	218,2	0,7	0,5
Services	-83,9	-115,6	-112,9	-100,4	-137,1	0,4	0,2
Revenu primaire	-80,5	-79,9	-74,3	-87,4	-67,2	-0,2	-0,1
– Intérêt sur dette publique	-15,1	-30,7	-36,1	-24,7	-20,0	-0,2	-0,4
Revenu secondaire	78,1	88,4	55,7	115,3	89,9	-0,2	0,6
Administrations publiques	37,7	46,3	18,5	53,6	42,8	-0,2	1,3
Autres secteurs	40,4	42,2	37,3	61,7	47,1	-0,2	0,3
– Envois de fonds des travailleurs	41,2	42,9	39,5	59,7	47,3	-0,2	0,2
Compte de capital	60,0	50,2	36,4	90,2	21,2	-0,8	-0,4
Transferts de capital	59,9	50,2	36,4	90,1	21,2	-0,8	-0,4
Administration publique	45,8	36,8	22,2	75,5	6,8	-0,9	-0,7
Autre secteurs	14,0	13,3	14,1	14,6	14,3	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	326,4	196,0	51,0	144,2	124,9	-0,1	1,4
Compte financier	-48,8	7,2	129,0	-130,5	351,2	-3,7	1,7
Investissement direct	-19,7	-19,5	-61,2	-142,7	-26,2	-0,8	-0,6
Titres de participation	-25,2	-25,0	-50,5	-100,1	-41,6	-0,6	-0,2
Instruments de dettes	5,5	5,5	-10,6	-42,6	15,4	-1,4	-2,5
Investissements de portefeuille	-105,1	-105,4	-106,1	-103,7	-74,0	-0,3	-0,3
Titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-105,1	-105,4	-106,1	-103,7	-74,0	-0,3	-0,3
Autres investissements	75,9	132,1	296,3	115,9	451,4	2,9	0,5
Administrations publiques	-97,8	-160,8	-84,2	-450,0	-5,1	-1,0	-0,9
Solde global	376,8	185,8	-81,2	205,5	-230,1	-2,1	1,8



Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes est ressorti excédentaire de 103,7 milliards au premier trimestre 2022 après un excédent de 54,0 milliards de FCFA au quatrième trimestre de 2021, soit une progression de 49,7 milliards de FCFA (+92,0%). Cette hausse est imputable à l'effet conjugué de la progression de l'excédent du compte des biens et services (+55,0 milliards de FCFA), de la baisse du déficit du revenu primaire (+20,1 milliards de FCFA) et du repli de l'excédent du compte du revenu secondaire (-25,4 milliards de FCFA).

Par rapport au même trimestre de l'année 2021 où il avait été observé un excédent du compte courant de 266,4 milliards de FCFA, le trimestre sous revue a enregistré un repli de 162,7 milliards de FCFA, en lien principalement avec la baisse importante de l'excédent du compte de biens et services.

La balance des biens s'est améliorée de 91,7 milliards de FCFA en variation trimestrielle, en passant d'un excédent de 126,5 milliards de FCFA au quatrième trimestre de 2021 à un excédent de 218,2 milliards de FCFA au premier trimestre de 2022. Cette hausse résulte d'une progression des exportations (+65,9 milliards de FCFA, soit +8,3%) conjuguée à une baisse des importations (-25,8 milliards de FCFA, soit -3,9%).

La progression en variation trimestrielle des exportations a été portée principalement par les expéditions de coton (+72,3 milliards de FCFA, soit +116,2%), de la noix de cajou (+13,3 milliards de FCFA, soit +348,2%), du ciment hydraulique (+12,6 milliards de FCFA, soit +367,2%) et du zinc (+6,8 milliards de FCFA, soit +31,8%). Parallèlement, il est observé une baisse notable des exportations d'or (-43,0 milliards de FCFA, soit -6,8%) et du sésame (-2,3 milliards de FCFA, soit -8,3%).

En variation annuelle, les exportations sont en hausse de 43,5 milliards de FCFA (+5,3%), portée principalement par le coton (+27,7 milliards de FCFA, soit +25,9%), le ciment hydraulique (+10,7 milliards de FCFA, soit +203,4%) et le zinc (+6,6 milliards de FCFA, soit +30,5%). Parallèlement, des replis ont été observés pour l'or (-12,3 milliards de FCFA, soit -2,1%), les véhicules automobiles (-2,0 milliards de FCFA, soit -43,9%) et le manganèse (-2,0 milliards de FCFA, soit -80,0%).

Quant à la baisse de la valeur des importations en rythme trimestriel, elle est imprimée par les biens alimentaires (-16,3 milliards de FCFA, soit -22,3%), les biens d'équipement (-15,9 milliards de FCFA, soit -10,9%), les produits énergétiques (-3,9 milliards de FCFA, soit -1,9%) et les biens intermédiaires (-2,6 milliards de FCFA, -1,6%). Parallèlement, une forte hausse a été enregistrée au niveau des importations des autres biens de consommation courante (+14,4 milliards de FCFA, soit +20,8%).

En glissement annuel, la valeur des importations est en hausse de 178,0 milliards de FCFA (+38,4%), à la faveur d'une progression de l'ensemble des fonctions d'importation : les produits énergétiques (+83,8 milliards de FCFA, soit +72,9%), les biens intermédiaires (+49,6 milliards de FCFA, soit +46,4%), les autres biens de consommation courante (+26,9 milliards, soit +47,7%), les produits alimentaires (+8,6 milliards de FCFA, soit +17,8%), les biens d'équipement (+8,2 milliards de FCFA, soit +6,7%) et les produits divers (+0,9 milliard de FCFA, soit +6,0%).

Le solde commercial s'est replié en **variation annuelle** de 134,5 milliards au premier trimestre 2022, en lien avec la progression des importations (+178,0 milliards de FCFA, soit +38,4%), plus importante que celle des exportations (+43,5 milliards de FCFA, soit +5,3%).

Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 134,0% au premier trimestre 2022 après 118,9% un trimestre plus tôt et 176,0% au premier trimestre de 2021.

Le déficit structurel de **la balance des services** s'est creusé en passant d'un niveau de -100,4 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021 à -137,1 milliards de FCFA au premier trimestre 2022. Ce creusement s'explique principalement par la hausse des paiements nets au titre des autres services (-25,7 milliards de FCFA, -68,7%) et des services de transport (-10,1 milliards de FCFA, -15,7%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est creusé de 53,2 milliards de FCFA.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des paiements nets de ressources aux non-résidents de 67,2 milliards de FCFA au premier trimestre 2022, après des paiements nets de 87,3 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une baisse de 20,1 milliards de FCFA des paiements nets aux non-résidents, imprimée par le repli des paiements effectués au titre des autres revenus primaires de 10,8 milliards de FCFA et des revenus des investissements de 9,2 milliards de FCFA.

En variation annuelle, le solde déficitaire du **compte du revenu primaire** s'est atténué de 13,2 milliards de FCFA en lien notamment avec la baisse des paiements au titre des revenus des investissements (-12,9 milliards de FCFA).

L'excédent du compte du revenu secondaire s'est replié de 25,3 milliards de FCFA en se situant à 89,9 milliards de FCFA au trimestre sous revue, après un niveau de 115,3 milliards au quatrième trimestre de 2021. Ce repli s'explique principalement par la baisse des transferts courants au profit de secteur privé (-14,6 milliards de FCFA, soit -23,6%) et de l'Administration publique (-35,4 milliards de FCFA, soit -20,1%), expliquée par l'absence de décaissements au titre des dons programmes au cours du trimestre sous revue.

En variation annuelle, l'excédent du compte du revenu secondaire s'est accru de 11,8 milliards de FCFA, en raison de l'accroissement des transferts courants au profit du secteur privé (+6,1 milliards de FCFA, +14,7%) et de l'Administration publique (+5,2 milliards de FCFA, soit +13,7%).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 21,2 milliards de FCFA, après une réalisation de 90,2 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021, soit une baisse de 68,9 milliards de FCFA, principalement sous l'effet de la baisse des transferts en capital au profit de l'Administration publique (-68,6 milliards de FCFA). En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 6,2 milliards de FCFA au cours du premier trimestre 2022, contre 75,5 milliards de FCFA au cours du trimestre précédent. Cette contraction s'expliquerait d'une part, par la non reconduction des appuis budgétaires des partenaires dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et d'autre part, par la réticence de certains partenaires au regard de la situation politique du pays.

De l'évolution des comptes des transactions courantes et de capital, il résulte **une capacité de financement de l'économie** burkinabè d'un montant de 124,9 milliards de FCFA contre une capacité de financement de 144,2 milliards de FCFA au trimestre précédent. Au premier trimestre 2021, une capacité de financement plus importante (+326,3 milliards de FCFA) avait été enregistrée.

Le compte financier a enregistré des sorties nettes de capitaux de 351,2 milliards de FCFA, contre des entrées nettes de 130,5 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021. Cette évolution est la résultante de la contraction des flux entrants d'investissements directs de non-résidents dans les entreprises résidentes (-116,6 milliards de FCFA) et des flux entrants d'investissements de portefeuille (-29,7 milliards de FCFA), accentuée par l'accroissement des flux sortants au titre des autres investissements (prêts, emprunts et crédits commerciaux, autres comptes à payer / recevoir) à hauteur de 335,4 milliards de FCFA.

En variation annuelle, les sorties de capitaux du compte financier ont baissé de 375,5 milliards de FCFA.

Solde global

Au premier trimestre de l'année 2022, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un solde global déficitaire de 230,1 milliards de FCFA, après un excédent de 205,5 milliards de FCFA au dernier trimestre de 2021 et un excédent de 376,8 milliards de FCFA une année plus tôt. La détérioration du solde global en variation trimestrielle (435,7 milliards de FCFA) est attribuable au compte financier et à celui de capital, le compte des transactions courantes ayant enregistré une amélioration.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

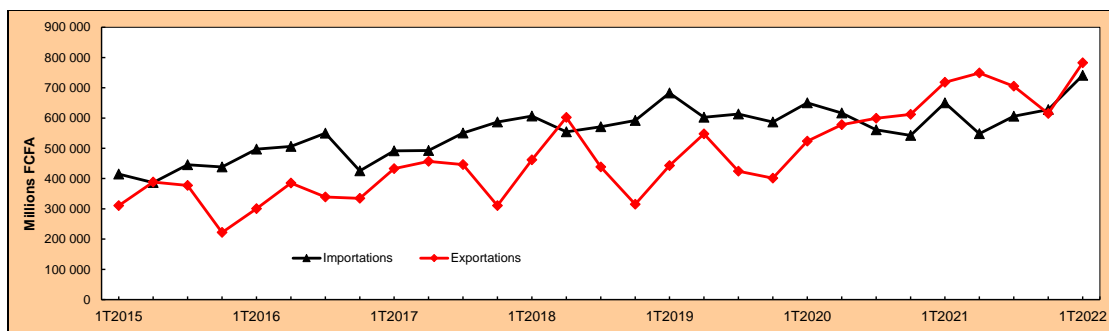
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2021	2022	trimestriel	annuel
TOTAL	548 069,4	605 786,4	627 948,6	782 680,0	741 130,0	-5,3%	35,2%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	6 856,7	7 794,8	6 215,4	8 644,9	9 072,2	4,9%	32,3%
Produits du règne végétal	24 204,5	25 136,0	24 043,2	44 512,2	34 588,3	-22,3%	42,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 189,3	2 723,4	2 942,4	4 379,5	2 857,2	-34,8%	30,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	31 452,9	35 693,1	43 069,9	38 974,8	27 199,5	-30,2%	-13,5%
Produits minéraux	161 316,2	192 474,1	213 109,8	297 736,9	260 996,7	-12,3%	61,8%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	75 193,3	83 080,5	64 727,2	80 784,3	115 684,0	43,2%	53,8%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	21 128,8	23 897,0	23 131,0	33 196,3	32 413,2	-2,4%	53,4%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	692,5	675,7	956,0	1 466,6	1 602,6	9,3%	131,4%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 488,6	1 228,9	1 292,7	1 395,4	1 399,8	0,3%	-6,0%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	8 655,4	7 533,4	12 678,3	11 097,3	9 342,9	-15,8%	7,9%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	11 874,0	8 093,4	14 279,6	13 452,2	16 942,0	25,9%	42,7%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 559,3	1 739,6	1 725,1	2 163,7	1 928,4	-10,9%	23,7%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	7 587,6	6 206,0	7 538,3	7 602,4	6 909,6	-9,1%	-8,9%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	98,1	87,9	171,1	235,1	183,9	-21,8%	87,4%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	35 867,8	38 021,8	48 089,5	54 514,7	51 683,0	-5,2%	44,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	95 468,0	99 394,0	89 693,1	108 980,7	100 032,3	-8,2%	4,8%
Matériel de transport	49 531,2	60 362,5	51 083,3	58 039,0	54 253,3	-6,5%	9,5%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	7 453,5	6 322,8	8 742,6	8 385,2	7 709,4	-8,1%	3,4%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	471,7	410,9	867,2	86,9	188,8	117,3%	-60,0%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une baisse de 5,3%, portant le niveau des importations de 782,7 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021 à 741,13 milliards de FCFA au premier trimestre 2022. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des importations de la plupart des produits notamment, les graisses et huiles animales ou végétales (-34,8%), les produits des industries alimentaires ; boissons, alcools (-30,2%), les produits du règne végétal(-22,3%), les perles fines, pierres gemmes, métaux précieux(-21,8%), les pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (-15,8%), les produits minéraux (-12,3%), puis les chaussures, coiffures, parapluies., parasols, cannes, fouets(-10,9%).

Comparativement au même trimestre de 2021, on observe par contre une hausse de 35,2% des importations. Cette hausse annuelle est imputable principalement à l'évolution des importations des peaux, cuirs, pelleteries et ouvrage en ces matières (131,4%), des perles et métaux précieux (87,4%), des produits minéraux(61,8%), des matières plastiques et ouvrages en ces matières ; caoutchouc (53,4%), des métaux communs et ouvrages en ces métaux (44,1%), des produits du règne végétal(42,9%), des matières textiles et ouvrages en ces matières(42,7%) et des animaux vivants et produits du règne animal(32,3%).

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2021	2021	2021	2021	2022	trimestriel	annuel
TOTAL	748 877,8	705 030,6	615 072,7	725 718,9	782 567,1	7,8%	4,5%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	119,3	88,1	358,1	388,7	319,0	-17,9%	167,3%
Produits du règne végétal	42 840,4	48 376,2	25 024,1	35 424,7	46 947,1	32,5%	9,6%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	23 947,1	7 157,1	4 068,2	29 925,9	27 634,0	-7,7%	15,4%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 078,0	5 235,0	2 474,5	5 348,2	5 391,2	0,8%	6,2%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	7 200,1	5 171,8	2 900,5	2 854,6	5 425,5	90,1%	-24,6%
Produits minéraux	29 559,5	29 153,6	27 363,3	25 379,2	44 771,2	76,4%	51,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 835,3	1 952,1	1 782,6	1 699,0	2 335,7	37,5%	27,3%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	217,6	562,9	184,4	1 242,0	362,6	-70,8%	66,7%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,0	46,0	3,4	66,9	99,7	48,9%	
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	23,5	24,7	27,9	10,0	102,2	920,7%	335,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	50,6	76,1	108,3	107,8	496,2	360,4%	880,2%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	107 721,3	79 403,7	5 078,0	62 958,1	135 541,1	115,3%	25,8%
dont coton fibre	107 500,9	79 308,7	4 951,1	62 801,6	135 309,8	115,5%	25,9%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	29,8	36,9	5,9	12,2	10,2	-16,8%	-65,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	12,9	3,6	8,4	21,3	32,5	52,3%	152,5%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	541 485,9	523 051,2	539 475,2	571 955,0	525 759,9	-8,1%	-2,9%
dont or	540 346,6	522 087,9	538 497,3	571 025,1	524 991,4	-8,1%	-2,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	2 678,4	2 828,7	3 898,2	3 132,9	3 698,6	18,1%	38,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	4 406,3	4 881,6	4 535,0	8 928,2	6 706,8	-24,9%	52,2%
Matériel de transport	4 982,3	3 688,4	1 204,1	5 862,7	4 125,9	-29,6%	-17,2%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	235,1	174,3	261,9	126,6	88,6	-30,0%	-62,3%
Marchandises et produits divers	350,6	223,9	328,2	160,5	151,7	-5,5%	-56,7%

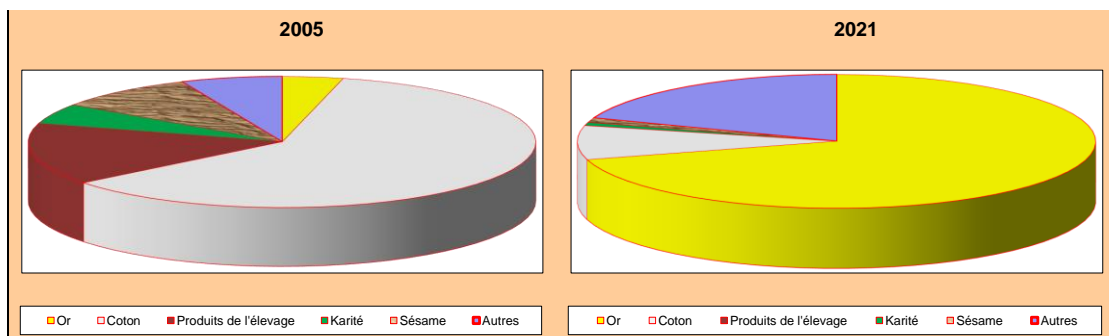


Au premier trimestre 2022, les exportations enregistrent une hausse de 7,8% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 725,7 milliards FCFA au quatrième trimestre 2021 à 782,6 milliards FCFA au premier trimestre 2022. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des principaux produits exportés par le pays. En effet, les exportations du bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège ont été multiplié par 10 passant de 10 Milliards à 102,2 milliards, de FCFA, par ailleurs les exportations du pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques ont été multiplié par 4 passant de 107,8 Milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021 à 496,2 milliards FCFA au premier trimestre 2022. Les exportations de coton fibre ont doublé passant de 62,8 milliards FCFA à 135,3 milliards FCFA en raison du caractère saisonnier de la production du coton. Les produits des industries alimentaires ; boissons, alcools augmenté de 90%, les produits minéraux 76,4% et les peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières de 48,9%.

En glissement annuel, on observe une hausse de 4,5% des exportations, soit une augmentation de 33,7 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2021. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations de pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques qui ont été multiplié par 4.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2005	2018	2019	2020	2021
Part de l'or dans total	3,9%	54,2%	57,8%	73,5%	70,6%
Part du coton dans total	60,4%	8,1%	9,0%	5,4%	8,2%
Part des produits de l'élevage dans total	15,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Part du karité dans total	5,1%	1,0%	1,7%	0,9%	0,8%
Part du Sésame dans total	8,9%	3,2%	1,8%	1,3%	1,1%
Part des autres produits dans total	6,5%	33,4%	29,8%	18,8%	19,3%

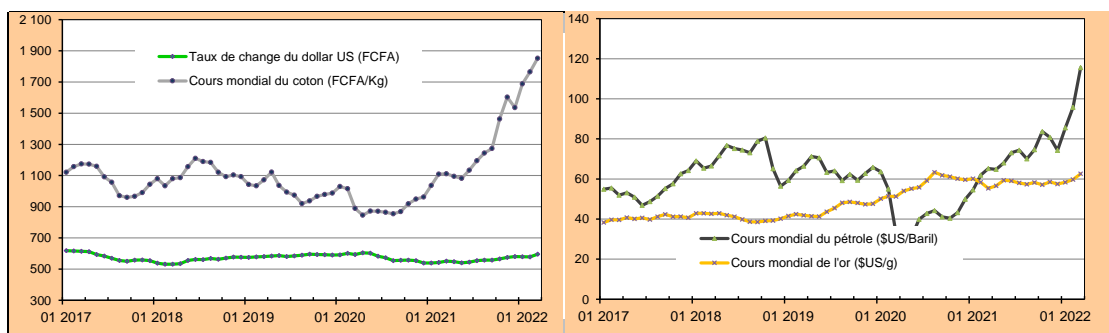


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabè a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 70,6% de la part des exportations en 2021. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 66,86 tonnes en 2021.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	1. Trim. 2021	2. Trim. 2021	3. Trim. 2021	4. Trim. 2021	1. Trim. 2022	Glissement	
						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	544,2	544,1	556,5	573,5	584,5	1,9%	7,4%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	60,6	68,6	73,0	79,6	99,0	24,4%	63,4%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 994,7	2 029,1	2 224,3	2 674,6	3 024,7	13,1%	51,6%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	57,9	58,3	57,9	57,7	60,3	4,4%	4,0%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	33,0	37,3	40,6	45,6	57,9	27,0%	75,7%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 085,6	1 104,0	1 237,8	1 534,1	1 768,3	15,3%	62,9%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	31,5	31,7	32,2	33,1	35,2	6,5%	11,8%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,033	0,030	0,030	0,034	0,031	-8,2%	-6,4%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, **la hausse soutenue du cours du dollar sur le FCFA se maintient**. Au premier trimestre 2022, le cours a accru de 1,9% en ressortant en moyenne à 584,5 FCFA contre 573,5 FCFA le trimestre précédent. Il en est de-même en glissement annuel où son cours se situe au dessus de sa valeur par rapport au franc FCFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en appréciation de 7,4% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2021. Cette évolution s'expliquerait par le relèvement des taux d'intérêt aux Etas Unis.

- Prix des produits exportés :

Poursuite de la progression soutenue du cours du coton sur les marchés mondiaux depuis le 3è trimestre 2020. La hausse du cours du coton s'est raffermie au premier trimestre 2022 en passant à 3024,7 dollars la tonne contre 2674,6 dollars au trimestre précédent, soit +13,1% de hausse. En glissement annuel, il a augmenté de 51,6%. Mieux, converti en francs CFA, la fibre de coton valait 1768,3 FCFA le kilogramme au premier trimestre 2022, contre 1534,1 FCFA au trimestre précédent, soit une hausse de 15,3% et un glissement annuel de 62,9%. L'évolution du cours du coton reste expliquée par la forte demande mondiale en lien avec la reprise économique.

- Cours de l'or:

Au premier trimestre 2022, **le cours de l'or est reparti à la hausse**. Le cours du métal jaune a connu une hausse de 4,4% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne à 60,3 dollars le gramme au premier trimestre 2022 contre 57,7 dollars au dernier trimestre 2021. De même, sur la base annuelle, le cours de l'or est en dessus du niveau du même trimestre de l'année passée, avec une hausse de 4,0% au premier trimestre 2022. Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 35 229 francs le gramme, en hausse de 6,5% en rythme trimestriel et de 11,8% en glissement annuel. Cette situation du cours de l'or pourrait s'expliquer par les inquiétudes des investisseurs engendrées par la crise russo-ukrainienne.

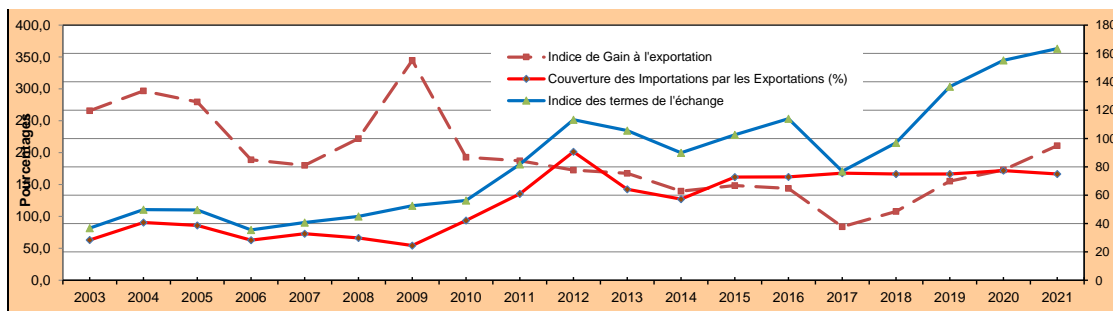
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le premier trimestre 2022 a connu le **maintien de la hausse tendancielle des cours** entamée depuis le 3è trimestre 2020. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 99,0 dollars au quatrième trimestre 2021 contre 79,6 dollars le trimestre précédent, correspondant à une augmentation de 24,4%. Comparé à la même période en 2021, le cours du baril de pétrole a enregistré une hausse de 63,4%. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 27,0% et 75,7%, respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. La hausse soutenue du cours du pétrole après la reprise post COVID-19 s'accroît davantage avec les effets

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2017	12 2018	12 2019	12 2020	12 2021	Var. vendredi	
						Var./jeudi	Var./mardi
Indice prix à l'exportation	178,3	263,1	263,4	314,0	308,5	-1,8%	17,1%
Indice prix à l'importation	82,7	86,7	76,4	76,1	84,9	11,7%	11,1%
Indice des termes de l'échange	215,5	303,5	344,6	412,8	363,2	-12,0%	5,4%
Indice de gain à l'exportation	48,5	69,9	77,8	67,1	94,9	41,5%	22,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	74,9	74,9	77,3	105,8	74,9	-29,2%	-3,1%



Le taux de couverture des exportations par les importations a eu une allure tendancielle croissante depuis 2007. Il a progressé de 21,1% en décembre 2007 pour s'établir à 90,6% en 2011, année d'établissement de son premier pic dont l'évolution est en relation avec le boom minier. Depuis lors, le taux de couverture a auxillé autour de cette tendance pour atteindre un nouveau pic de 74,9% en décembre 2021 toujours en liens avec l'expansion minière.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur :

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions :

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale :

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n . le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n .

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François KABORE, Barbi NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Prix des produits agricoles	SONAGESS
PODA Ansonibè	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
TASSEMBEDO Mathieu	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
ZANGO/ZEBA Salimata	Production de l'agriculture	SONAGESS
OUEDRAOGO Mahamadi MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
SARA Karim	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel SAWADOGO P. Dieudonné NEYA Ferdinand	Secteur extérieur (Cours des matières premières) Comptes nationaux trimestriels	DGEP INSD